

## **Lettre ouverte au Président de la République pour l'égalité républicaine de nos quartiers prioritaires**

Il y a trois ans, vous annonciez à Tourcoing (Nord) un grand « plan de mobilisation nationale » pour les quartiers populaires. Votre discours était alors très attendu ; un mois plus tôt, un millier d'élus locaux et d'acteurs issus du monde associatif, de l'entreprise et du syndicalisme s'étaient rassemblés à Grigny pour protester contre la suppression des contrats aidés et la baisse des dotations destinées aux villes pauvres.

Au terme de cette prise de parole forte, vous aviez demandé à Jean-Louis Borloo de « *remettre les gants pour aider à la bataille* » mobilisant près de 200 bénévoles (élus, associatifs, entrepreneurs, syndicalistes, universitaires, artistes, citoyens...) autour de l'élaboration d'un « *plan de marche* ».

80 Président(e)s de communautés et métropoles s'étaient également réuni(e)s autour du Pacte du Dijon pour prendre des engagements en matière de développement économique, d'emploi, de mobilité et d'habitat et appeler à un partenariat renforcé avec l'Etat dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité et de la justice.

De cette co-construction, unique dans l'histoire de la politique de la ville, était sorti le rapport « *Vivre ensemble, vivre en grand. Pour une réconciliation nationale* » ; 19 programmes et 48 mesures « *simples, robustes, évaluables et complémentaires* » destinés à recréer une cohésion urbaine, sociale et républicaine.

Ce plan anticipait en grande partie la situation que nous connaissons aujourd'hui : « *Notre pays est à un carrefour : **assumer** le repli sur soi et l'affaiblissement, avec la spirale de l'incompréhension, de la rupture et de l'affrontement, laissant les ennemis de la République occuper le terrain, ou **décider que notre grande Nation est riche du potentiel de cette jeunesse et forte des qualités de sa diversité.** (...) A défaut, fermenteront loin des yeux, le recroquevillement identitaire et le repli communautaire si trop de concitoyens ont le sentiment de ne pas participer au rêve républicain* ».

Il préconisait par ailleurs un changement radical de méthode : « ***Il faut mettre en mouvement chacun des 19 programmes en même temps afin de provoquer un effet blast et une dynamique extrêmement puissante. C'est un plan de réconciliation nationale.** C'est parfaitement réalisable, très rapidement, à condition que : chacun des 19 programmes soit piloté en tant que tel et par une ou deux personnalités reconnues ; un chef d'état-major et une équipe de très haut niveau soit mise en place pour impulser, coordonner et adapter l'ensemble du plan. Une personnalité qui aura l'autorité suffisante donnée par le Président de la République* »

Trois ans plus tard, seules quelques mesures, portées principalement par les villes, ont pu être engagées (uniquement 4 avec le portage de l'Etat !). Par courtoisie, nous ne commenterons pas les différentes déclarations gouvernementales sur l'exécution du plan.

### **Le virus du décrochage républicain**

Au regard de la situation actuelle, force est de constater que l'ambition que vous aviez formulé de « *changer le visage de nos quartiers (...) d'ici la fin du quinquennat* » a fait long feu.

En outre, la crise sanitaire du Covid-19 et les attentats terroristes de ces dernières semaines ont bousculé nos vies ; face à ce nouveau contexte, le sentiment qui domine est celui de non-assistance à territoires en danger.

En dépit des alertes, les villes et quartiers populaires restent un angle mort du plan de relance : aucune mesure ambitieuse n'a été prise pour répondre à la détresse sociale et économique qui frappe nos communes. Pire, la surmortalité Covid y est malheureusement démontrée (selon l'étude menée par Guy Burgel de l'université de Paris-Nanterre). La précarité du travail s'accélère alors même que les habitants ont été en première ligne (personnels soignants, caissières, logistique, déchets...)

Cette inertie se paie cash. Aujourd'hui, un autre virus se développe dans nos quartiers et même au-delà : celui **du décrochage à la République**.

Il serait injuste de pointer du doigt l'ensemble de nos concitoyens qui, comme tout un chacun, se battent quotidiennement pour travailler, se loger dignement, élever leurs enfants et se construire un avenir. Mais de la même manière, Monsieur le Président, il serait irresponsable de nier que la haine et le repli sur soi prospèrent à mesure que la rupture sociale et la pauvreté augmentent.

Partout sur le terrain, les signaux sont au rouge :

- **Les demandes d'aide alimentaire d'urgence explosent** : +28% à Hérouville-Saint-Clair (Calvados), +21% à Allonnes (Sarthe). A Mantes-la Ville (Yvelines), le nombre de tickets alimentaires distribués par le Centre communal d'Action Sociale a doublé entre 2019 et 2020 tandis qu'à Roubaix, l'équivalent d'une année d'aide alimentaire a été distribué en 3 mois ! Enfin, dans certains territoires, les épiceries solidaires ont vu leur fréquentation croître de 100%...
- **La demande de RSA progresse massivement** : entre octobre 2019 et octobre 2020, le nombre de bénéficiaires a augmenté de 17% dans la Sarthe et de 17,5% dans les Yvelines. Depuis le début de l'année 2020, ce chiffre a

augmenté de plus de 20% à Grigny (Essonne) et Hérouville-Saint-Clair (Calvados). A Arras (Pas-de-Calais), il a même été multiplié par 2 !

- **Le chômage augmente** : +13% à Chanteloup-les-Vignes et Mantes-la-Jolie (Yvelines), +8% à Strasbourg (Bas-Rhin), +11,3% à Allonnes (Sarthe). A Reims, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie B est passé du simple au double !
- **Les inscriptions dans les associations culturelles et sportives ont massivement diminué** : -23% dans les clubs sportifs d'Allonnes (Sarthe), -25% pour les associations de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), -43% pour celles d'Arras, -50% à Grigny.

### **La confiance est l'huile du moteur républicain**

Cette situation n'est pas une fatalité, Monsieur le Président. Notre pays a traversé de très nombreuses crises dans son Histoire ; nous savons par expérience que le désespoir et la division sont nos pires ennemis. Pour leur faire barrage, renouons avec la confiance et le sens du collectif !

**À l'heure où nos villes sont sous pression, où nos habitants se précarisent, où nos associations s'éteignent, où les idéologies mortifères se développent, où les difficultés débordent, faisons ensemble le pari d'une nouvelle confiance dans nos territoires pour faire gagner la République !**

Les conditions de vie dans nos quartiers populaires sont telles qu'il nous faut renforcer la République. Les grandes batailles ne se mènent pas sans troupes.

**Aussi, le nouveau pacte de confiance devra d'abord reposer sur le vote au Parlement du Plan de relance. Il est en effet crucial que ce Plan de 100 milliards d'euros consacre et sanctuarise 1% pour les territoires en décrochage.**

**Cette participation à la solidarité nationale permettra d'abonder prioritairement :**

- Un **fond d'urgence pour les associations** oeuvrant pour la jeunesse et les publics en difficulté. Co-piloté par les villes, il sera doté d'une enveloppe annuelle de 100 millions d'euros.
- Un fond de 200 millions d'euros pour la **création de comités locaux de solidarité** dans les villes les plus pauvres. Consacrés à l'aide d'urgence (détresse sociale, grande pauvreté, aide alimentaire...), ces moyens permettront de renforcer les marges de manoeuvre des acteurs de terrain.
- Un **fond de soutien à la création de maisons médicales et de centres de santé** dans les villes pauvres ou en voie de paupérisation. Celui-ci sera doté, dès son lancement, de 200 millions d'euros.
- Un fond de 120 millions d'euros pour **la mobilisation des acteurs de l'emploi**.

**Le vote au Parlement de ces mesures d'extrême urgence dans le projet de loi de finances rectificative et du Plan de relance dans les semaines qui viennent signera le Pacte de confiance.**

Ce 1% solidarité permettra, par ailleurs, de mettre en place d'autres mesures immédiatement opérationnelles :

- Création de **7000 postes aidés** « médiation et tranquillité publique » (ASVP, médiateurs) dans les quartiers prioritaires.
- Développement d'un **plan national de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme** dont l'objectif sera de diviser par deux le nombre de personnes en situation d'illettrisme d'ici 2025.
- Lancement de **200 plateformes de mobilité** dans les villes les plus enclavées (territoires urbains et ruraux).
- Renforcement des **programmes d'éducation aux médias et au numérique** dans le secondaire (collèges et lycées).
- **Généralisation des clauses d'insertion** (soit portées par les entreprises elles-mêmes soit déléguées à un acteur de l'économie sociale et solidaire) dans tous les marchés publics et particulièrement dans le cadre de Paris 2024.

Revenons à l'esprit et à la mobilisation du Plan de mai 2018 ! Nous vous proposons la création d'un **Conseil National des Solutions** composé d'élus, d'associatifs, de fonctionnaires, d'entrepreneurs et d'universitaires bénévoles. Celui-ci aura vocation à identifier, promouvoir et évaluer les solutions qui marchent sur le terrain (en matière d'emploi, de citoyenneté, d'éducation, de sécurité, de mobilité, de logement...) et rendra compte chaque trimestre de ses résultats. Doté d'un fond de 75 millions d'euros (0,5% de la dotation du Plan D'Investissement dans les Compétences), il aura pour première mission de mettre en place des **collectifs pour l'emploi et la formation** dans les 100 villes les plus pauvres de France.

Enfin, alors que le Projet de loi de finances ne prévoit que 15 millions d'euros, ces mesures devront impérativement être accompagnées d'une revalorisation des moyens de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine afin de pouvoir investir massivement dans la qualité du cadre de vie.

Monsieur le Président, nous sommes prêts à nous mobiliser, à agir et à travailler dès demain pour la mise en place de ce grand projet pour notre pays. Les 10 millions de nos compatriotes des villes pauvres ou en en voie de paupérisation revendiquent le souhait de faire partie intégrante de la République.

**Les signataires\* :**

\*Cet appel au secours a été rédigé et signé par 150 maires et Présidents d'agglomérations représentant près de 10 millions d'habitants.